

Compte-rendu conférence téléphonique du 30 avril 2021

Vous trouverez ci-après le compte-rendu de la conférence téléphonique de vendredi après-midi.

Pensez à nous adresser vos questionnements, réactions, réflexions sur les adresses mail christian.terrancle@dgfip.finances.gouv.fr et/ou solidairesfinancespubliques31@dgfip.finances.gouv.fr

Amitiés et fraternité Yves et Christian

Un 1^{er} mai avec des mobilisations renforcées et... des violences

Vous l'avez sans doute lu, vu ou entendu, des violences ont eu lieu en particulier à Paris et notamment contre nos camarades de la CGT, par des éléments pas vraiment identifiés à ce jour, mais aussi contre nos camarades et partenaires d'ATTAC, dont le stand a été saccagé en fin de manifestation par les forces de l'ordre.

Ci-après l'extrait d'une déclaration des représentant-es de *Solidaires*, CGT et FSU au Ceser Occitanie :

« En premier lieu, les organisations syndicales CGT – Solidaires – FSU souhaitent vous faire part de leur indignation : Samedi 1er mai, alors que la journée a été marquée par une remobilisation sociale importante dans le contexte de la crise du COVID, la manifestation parisienne a été victime d'une violence inacceptable.

Le stand d'Attac a été saccagé en fin de manifestation par des membres des forces de l'ordre : quel danger des affiches dénonçant les ultras riches profiteurs de la crise représentaient-elles ?

Au terme de la manifestation parisienne, un groupe d'individus s'est attaqué aux militant-es de la CGT avec une haine exprimée par un déchaînement de coups et de jets de projectiles qui ont fait 21 blessés dont 4 graves.

Les représentant-es CGT, Solidaires et FSU du CESER Occitanie leur apportent leur soutien et leur solidarité et appellent l'ensemble du monde du travail à se mobiliser et à rejeter toutes les formes de haine qui divisent les femmes et les hommes de notre pays. ».

Solidaires Finances Publiques 31 se joint à ce message et apporte tout autant son soutien aux camarades de la CGT et d'ATTAC, victimes de ces violences qui sont insupportables de quelque camp qu'elles viennent, contre des femmes et des hommes engagé-es pour un avenir meilleur pour toutes et tous.

État des lieux de la direction au lundi 3 mai 2021

	% AGENTS PRESENTS	% AGENTS EN TELE W	% télé+Nom/Présents+télé + nomades
SIP	74 %	13 %	15 %
SIE	73 %	11 %	14 %
TRES	72 %	14 %	16 %
SPF SDE	70 %	16 %	19 %
CF*	50 %	32 %	39 %
Direction et autres	49 %	24 %	33 %
Total	64 %	19 %	23 %

Nombre d'agents (A+, A, B, C) présents ce jour dans les services : 1.087 soit 64%
Nombre d'agents (A+, A, B, C) en activité à leur domicile ou en activité nomade : 329 soit 19% des effectifs et 23% des agents travaillant aujourd'hui

Nombre d'agents en autorisation spéciale d'absence liée au COVID19 : 9
86 cas positifs depuis mars 2020,
283 agents en absence hors COVID – 16,5 % (congés, maladies,... et temps partiels)

705 agents en télétravail au moins 1 jour au cours des 5 derniers jours : 41% des effectifs totaux.

Compte-rendu de l'audioconférence du vendredi 30 avril

Cette audioconférence, tenue à compter de 15h... ce qui laisse un peu penser tout de même que la direction espère ce faisant en limiter la durée et l'importance des échanges. Mais bon, il en faut plus pour nous museler !!!

1. La situation sanitaire à la DRFiP 31

Le DRFiP rappelle qu'au niveau national le taux de contamination est en baisse et que la direction va dans le même sens même si nous avons globalement été assez épargnés. Il remercie la vigilance et le respect des consignes par les personnels qui ont sans doute permis d'éviter plus de cas d'origine professionnelle. Il n'y a en effet eu aucun cluster à la DRFiP 31 et actuellement il n'y a que 4 cas déclarés et 4 absences pour enfants positifs.

Sur la question des vaccinations sur le lieu de travail il indique qu'une réflexion est en cours à la préfecture qui a la main sur cette question. Il n'y a pas de dispositif spécifique DGFIP et les médecins du travail n'y sont pas forcément favorables. Il rappelle l'organisation par les autorités médicales dans les centres de vaccination et le fait qu'une autorisation d'absence doit être accordée aux personnels qui sont inscrits et convoqués pour être vaccinés.

Un commentaire de *Solidaires Finances Publiques 31* :

D'abord nous avons dénoncé, comme nos camarades de la CGT, les quelques chefs de services qui mettent une pression inadmissible sur les agent-es. Par exemple tenter de forcer des personnels en maladie ou cas contacts à télétravailler au prétexte qu'ils ont leur ordinateur portable à domicile et que le service est en difficulté. C'est tout simplement inadmissible et nous avons demandé au DRFiP de mettre fin à ces pratiques. **Il s'engage à en faire part aux chefs de services lors de l'audioconférence de cette semaine.**

Sur la vaccination nous notons que le DRFiP réaffirme qu'une autorisation d'absence **doit** être délivrée aux personnels pour la demi-journée de vaccination. Nous le notons parce que quelques directions tentent de s'extraire de cette évidence si l'on veut enfin se libérer au mieux de ce satané virus.

2. Le déploiement des matériels à la DRFiP 31

La direction fait part du gros travail réalisé par l'ESI pour un déploiement poussé et pérenne (donc de matériel et versions définitifs). Il reste 50 demandes à satisfaire, ce qui sera fait dans les 15 prochains jours. Environ 1000 agent-es auront un ordinateur portable soit 60 % des effectifs de la direction, sans qu'ils/elles soient forcément en mode télétravail.

Un commentaire de *Solidaires Finances Publiques 31* :

Nous partageons les remerciements aux personnels de l'ESI qui depuis un an se démènent pour répondre aux demandes de la direction et/ou des agent-es, dans des conditions pas plus simples pour eux que pour les autres personnels de la DGFIP. S'agissant des équipements et du télétravail nous rappelons le travail en cours suite au CTL sur le télétravail et les revendications que nous y avons posées. Lien sur nos écrits sur le sujet sur le site de *Solidaires Finances Publiques 31* <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/>

3. Point sur la campagne IR 2021

La direction fait un point à ce jour en rappelant que Gestpart n'est toujours pas ouvert par la DG ce qui limite les comparaisons. Globalement elle considère que la campagne est assurée dans de bonnes conditions, si l'on excepte le Mirail où c'est beaucoup plus lourd.

Les flux de déclarations sont en baisse sur 437 000 contribuables éligibles et c'est sans doute dû aux nouveautés liées aux pensions alimentaires. Moins de 10 000 déclarations ont été saisies et sur la question du scannage la note est en cours de finalisation mais la direction reconnaît que c'est très contraignant et que l'emport de déclarations à saisir en télétravail n'est pas envisagé actuellement.

Au jeudi 29 avril il y avait 2 400 rendez-vous pris, dont 200 qui n'ont pas été honorés et 500 qui ont été annulés suite au contre-appel des services. La direction estime que, sauf au Mirail, le flux d'accueil est contenu en Haute-Garonne. La mise en place d'un Algeco à la Cité y aiderait et sur ce site comme à Muret dès lors que les files d'attente sont à l'intérieur d'un périmètre État, il pourra y avoir voltige par des chefs de services ou des agent-es.

A cette date, il y a environ 10 000 mails qui ont été reçus mais il y a une hausse manifeste de ce mode de contact. Quant au téléphone le renfort national fait ressortir 1 750 appels dont 95 % ont été traités. Le plateau téléphonique départemental (en expérimentation sur le 31) fait la preuve de son utilité pour les SIP selon la direction avec 1 800 appels traités dont 200 qui n'ont rien donné suite à rappel soit 90 % des appels avec une suite.

Les accueils de proximité, notamment dans les Établissements France Services, montrent leur utilité et jouent un rôle précieux dans la proximité avec les populations.

Sur la sécurité les vigiles sont en place et seront renforcés avec la montée probable en puissance de l'accueil physique. Les gros centres en auront au final deux et un troisième pour le Mirail.

Au plan de la communication la direction assure une communication et un partenariat avec la Dépêche du Midi et Radio bleue ainsi que des posts sur Google, travaux assurés par des agentes de la division des particuliers.

Les commentaires et questions de *Solidaires Finances Publiques 31* :

Comme assez souvent la direction nous présente une situation qui serait parfaite ce qui ne nous semble pas être une réalité si l'on en juge à la fois par les retours que nous avons et des lendemains qui pourraient déchanter. Mais nous vous laissons imaginer les retours de la direction vers la centrale pour sans doute se faire mousser toujours un peu plus. Mais, manifestement la campagne IR 2021 n'a pas vraiment débutée, pour exagérer un peu. Ceci signifie qu'il risque fort d'y avoir une concentration de l'accueil du public dans les dernières semaines et qu'il faut l'anticiper.

D'abord une remarque sur les plannings dont nombre d'agent-es se plaignent qu'ils soient modifiés au dernier moment et ne leur permettent pas de s'organiser. Ensuite sur les jauges d'accueil heureusement que Solidaires Finances Publiques 31 a réagi lors de la dernière audioconférence parce que sinon c'était du grand n'importe quoi (jauges basées notamment sur des plans de murs à murs et donc sans compter les occupations mobilières). Mais nous restons en attente des derniers plans et comme nous l'avions dit nous porterons le sujet lors du prochain CHS. S'agissant de la voltige, même limitée à Muret et Cité, nous renouvelons notre opposition à l'intervention extérieure des agent-es qui se mettraient, de fait, en danger. A partir d'un exemple bien précis nous extrapolons sur les conditions de travail à l'accueil et particulièrement celles des permanent-es (limitation de l'ouverture de guichets, limite des plages de réception et pressions consécutives, lourdeur de l'accueil téléphonique lors des fermetures, limitation des échanges de mutualisation des expériences,...) tout ceci pour des agent-es qui sont déjà sous pression la quasi totalité de l'année. Enfin l'énorme transfert du soutien téléphonique qui interroge sur le volume global d'appels et la prise en charge par les centres de contact.

Et quelques réponses de la direction :

Après un nouvel échange bien stérile avec la division de la gestion fiscale pour qui, globalement il n'y a pas de problèmes pour faire simple, le DRFiP a reconnu la très grande fatigue générale et admis que l'ajout de tous les protocoles liés à la pandémie cela faisait beaucoup. Il a demandé à son directeur d'apporter une attention particulière aux agent-es d'accueil. Il se dit par ailleurs conscient de la tension palpable chez les usagers, notamment au Mirail, ce qui justifie que les mesures de sécurité soient renforcées, y compris en lien avec la préfecture. Malgré ce constat il maintient sa volonté de faire assurer une voltige dans les files d'attente de Muret et de la Cité. Concernant les jauges les documents actualisés nous seront transmis cette semaine. Sur les plannings le message sera passé aux chefs de services lors de la prochaine audioconférence. S'agissant de la plate-forme départementale de soutien téléphonique il constate que les SIP se félicitent de ne plus avoir à répondre au téléphone et estime qu'il faudra en tirer des enseignements pour l'avenir.

Sur ce dernier point transcrivons le message : le schéma national de création de centres dédiés pourrait être développé également en local ce qui signifie une nouvelle fracturation des missions, des travaux et une chaîne des missions éclatés et des conditions de travail dégradées.

4. Réorganisation de la direction attention... révolution culturelle en cours

Solidaires Finances Publiques 31 avait demandé un point au DRFiP sur ce thème à partir de la parution de fiches de postes et de bruits insistants laissant entendre qu'une restructuration « au sommet » était en cours. Nous ne nous trompons pas mais là c'est une petite « révolution » qui se prépare et elle nous interroge localement et nationalement.

Le DRFiP nous a indiqué qu'il y avait bien un processus de réorganisation en cours qui nous serait présenté en CTL en mai/juin et il nous a donné des premières grandes lignes (Attention c'est allé si vite qu'il doit nous en manquer) :

- création d'un **pôle Réseau** qui comprendrait toutes les divisions en lien avec les usagers particuliers, professionnels, plus SPL, foncier et relations aux usagers
- création d'un **pôle Expertise/État** qui comprendrait la DAJ, le Contrôle Fiscal, le recouvrement forcé, la gestion des patrimoines privés, la comptabilité
- création d'un **pôle Transverse** qui serait assez équivalent à l'actuel plus le PNSRH
- création d'un **pôle Stratégie** qui comprendrait les affaires économiques, les affaires régionales et le management
- Et l'extension à la RPIE du SLD et du PGD (Domaines) plus la relation avec les chambres

Les commentaires et questions de *Solidaires Finances Publiques 31* :

ATTENTION encore une fois parce que le DRFiP a énuméré cela avec une rapidité confondante, aussi avons-nous sans doute oublié des structures. Peut-être pensait-il qu'un vendredi à 17h nous ne saisirions pas la portée d'une telle annonce ? Pour le moins c'était raté parce que c'est bien... révolutionnaire et nous l'avons évidemment relevé.

D'abord cela marquerait la fin de la « double filière » Gestion Publique/Gestion Fiscale autant dire, la question n'est pas ici de dire si c'est bien ou mal, d'entrer pleinement dans la DGFIP et de se « débarrasser » de ses origines. Ensuite cela pose la question des extensions et mélange de compétences comme par exemple le pôle Transverse (à vocation départementale) étendu au PNSRH (à vocation nationale). Ceci sans parler de la RPIE qui a une vocation régionale et interministérielle, indépendante des directions puisque sous la coupe de la DIE au niveau national. Si l'on sait ses liens professionnels très étroits avec le SLD et le PGD il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas la même vocation territoriale et encore moins hiérarchique.

Le **DRFiP** nous répond que oui cela pose question et qu'il a interrogé tant la DIE (en attente de réponse), que la DG (qui serait plus ouverte parce qu'une direction aurait déjà franchi le pas) mais qu'il est un pragmatique s'agissant des missions et de leur fluidité.

Et **Solidaires Finances Publiques 31** pense pour sa part que l'ensemble de cette restructuration a plusieurs origines. D'abord s'agissant du contrôle fiscal les affaires judiciaires en cours ne sont évidemment pas étrangères à une restructuration. Ensuite qu'il est fort probable que ce découpage/regroupement de missions jusqu'alors séparées est fait, soit à l'initiative de la DG sous forme d'expérimentation, soit à l'initiative du DRFiP avec la bénédiction de la DG sous forme d'expérimentation. Dans tous les cas il va falloir qu'on nous en dise rapidement un peu plus parce que c'est loin d'être neutre sur les missions comme sur la gestion des personnels.

5. Un point sur divers travaux d'importance pour plusieurs sites

Solidaires Finances Publiques 31 avait demandé à la direction un point sur des sites sur lesquels des travaux d'ampleur sont prévus et qui interrogent les agent-es mais aussi nous, en particulier dans leur lien avec le NRP et ses conséquences.

Saint-Alban

La direction nous assure que le calendrier annoncé serait tenu et que cela avance dans ce sens. La direction a rencontré la mairie en début de semaine avec le service des domaines pour finaliser un bail. Les locaux seraient à disposition de la DRFiP au 1^{er} juin 2021 et le coût de location interviendrait seulement au 1^{er} juillet 2022 pour une installation au plus tard le 1^{er} septembre 2022. Les travaux sur la toiture et le chauffage sont pris en charge par la mairie et l'installation des bureaux par la DGFIP et un calendrier sera mis en place dès cette semaine. L'ISST a fait une réponse sur les issues de secours notamment et les plans avec implantation des bureaux que nous avons réclamés sont en cours de réalisation.

Place Occitane

Des travaux importants sont prévus dans le cadre du plan de relance avec une dominante énergétique qui doit conduire à une production photovoltaïque d'électricité et le remplacement des ouvrants. Depuis l'évocation de ce chantier nous avons mis en garde la direction, y compris pour son chiffrage des travaux : il y a forcément de l'amiante dans les joints des ouvrants. La direction ne veut pas nous répondre ou seulement en susurrant que des analyses sont prévues et nous ne comprenons pas cette frilosité parce qu'il y a de l'amiante dans les joints comme partout ailleurs place Occitane. Mais la « grande muette » doit craindre « la grande peur » ce qui est stupide d'abord parce que tout le monde s'entend pour dire que ces travaux sont une bonne chose et ensuite parce que nous avons dépassé le stade de l'enfance et quand il y a un problème on le qualifie et on le traite avec toute la rigueur nécessaire. Les agent-es de la place Occitane le connaissent bien alors attendre la dernière seconde pour leur dire, c'est de la malhonnêteté ou de la stupidité voire les deux ! En attendant une entreprise a été sélectionnée pour diriger les travaux qui comprendront... un désamiantage... n'en doutons pas et il semblerait que la direction ne s'inquiète pas pour son financement, même si elle a tu le problème lors de la constitution du dossier et ce alors que **Solidaires Finances Publiques 31** la pressait de le faire.

Muret

De lourds travaux sont prévus sur l'ensemble des bâtiments et leur ordonnancement a été bousculé, particulièrement avec la décision de conserver une caisse ouverte jusqu'à la fin de l'année à la trésorerie. Si nous insistons aujourd'hui pour en savoir plus c'est parce qu'en fonction de ce nouvel ordonnancement le NRP, en particulier les transferts de communes Mirail/Muret n'a plus les mêmes incidences. Et c'est bien ce qui inquiète les agent-es des deux sites. Mais la direction nous dit attendre le retour de l'architecte qui travaille sur les plans et l'ordonnancement des travaux et devrait les livrer sous une 15ne. Désespérant là aussi parce qu'entre la théorie posée par la direction et la réalité il y a un pas qui, une nouvelle fois, risque fort de mettre les personnels en difficulté.

**Le lundi 10 mai, dites votre
ras le bol de toutes ces turpitudes
Toutes et tous en grève**

